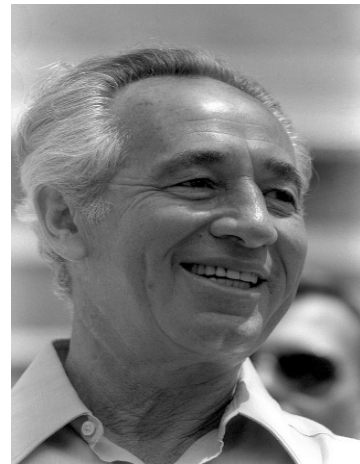


Le socialisme est mort en Israël, vive le nationalisme ?

Sacha Bentolila

*Diplômé de l'IEP d'Aix-en-Provence,
professionnalisé dans le domaine des Affaires publiques*



La disparition de Shimon Peres marque la fin d'une ère dans la vie politique israélienne. Plus qu'un simple homme d'État, il incarnait l'image d'une gauche victorieuse et dominatrice. Cette gauche-là appartient désormais au passé. Les élections se succèdent et se ressemblent dans le pays. Comme à chaque fois, l'échec et la désolation succèdent à l'espoir et à l'ambition. Où est donc passé le pionnier socialiste israélien qui voulait créer une société plus juste et plus égalitaire ? Les échecs successifs de la gauche israélienne marqueraient-ils le triomphe de la société urbaine libérale à tendance nationaliste sur le travailleur socialiste et internationaliste ?

La réalité est beaucoup plus complexe. Une étude de l'Israeli Democracy Index réalisée en 2014 montre qu'une majorité relative de la population israélienne se prononce toujours en faveur d'un modèle social-démocrate.¹ C'est à l'intérieur de lui-même que le Parti travailliste doit rechercher les raisons principales de ses défaites successives.

[Photo: Shimon Peres, père fondateur d'Israël et leader de la gauche israélienne pendant plusieurs décennies]

¹HERMANN Tamar, *The Israeli Democracy index 2014*, The Israel Democracy Institute, 2014, p.17

De la naissance du sionisme à l'apparition d'un État juif, démocratique et socialiste

Tout commence véritablement à la fin du XIX^{ème} siècle. Le sionisme est, à l'origine, un projet porté par des intellectuels juifs laïques d'Europe de l'Est et par une minorité de penseurs religieux. Il profite de la montée de l'antisémitisme et des pogroms en Russie pour se diffuser dans les esprits d'un peuple en exil depuis presque 2000 ans. Durant toutes ces années, le Juif a navigué, marché, erré de pays en pays, de l'Afrique à l'Europe en passant par le Moyen-Orient, s'éloignant de sa tradition au gré de l'éloignement de sa terre d'origine. La priorité était l'assimilation.

Deux penseurs religieux du XIX^{ème} siècle, Judah Alkalai et Tzvi Hirsh Kalisher, relancent le projet sioniste en exhortant les Juifs du monde à s'installer en Israël pour y bâtir une société pacifique fondée sur le travail de la terre.² Le développement du sionisme religieux est rapidement freiné par le refus de la plupart des courants ultra-orthodoxes de retourner en Israël avant la venue du Messie. La rencontre entre des hommes d'État laïques comme Theodor Herzl ou David Ben Gourion et un antisémitisme grandissant transforme ce projet utopique en réalité historique. Constatant l'échec de l'assimilation des juifs dans leur pays respectif, Theodor Herzl préconise la création d'un État juif pluraliste et laïque où la priorité serait donnée à l'unité nationale. Sa pensée perdure bien après sa mort. Deux sionismes à tendance laïque vont alors se disputer son héritage. D'un côté, le sionisme socialiste défend une société égalitaire avec pour mot d'ordre le travail. À l'opposé, le sionisme révisionniste de Zeev Vladimir Jabotinsky prône le Grand Israël sur les deux rives du Jourdain et l'initiative privée.

Originaires d'Europe de l'Est et de Russie, les premières alyas³ sont fortement imprégnées par les idées socialistes et les valeurs démocratiques. Elles choisissent pour Israël un système parlementaire.

Le Premier ministre élu par les 120 membres de la Knesset, le Parlement israélien, en est l'acteur principal. Face à un chef de gouvernement omniprésent, le président de la République est réduit à une fonction purement honorifique. Jusqu'à la fin des années 1970, le mouvement travailliste gouverne sans partage sur le pays. Pour faire face à l'hégémonie travailliste, le courant libéral et le mouvement révisionniste s'unissent dans le *Gahal*, puis dans le *Likoud* en 1973. Cette nouvelle alliance marque le début de la rupture entre sionisme et socialisme. L'intellectuel socialiste est de moins en moins sioniste, le sioniste est de moins en moins socialiste. Commence alors la « descente aux enfers » du Parti travailliste. Pour bien appréhender ce processus, il est nécessaire de revenir aux origines mêmes de la social-démocratie israélienne.

²GREILSAMMER Ilan, *Religion et État d'Israël*, Paris, éditions du Cerf, 2013, p.15

³Alya est un mot hébreu désignant l'immigration vers Israël

La gauche israélienne en voie de disparition ? À la recherche du Parti socialiste israélien

Alors que le socialisme révolutionnaire crie victoire au congrès de Tours en 1920, le mouvement réformiste incarné par David Ben Gourion prend petit-à-petit le dessus dans le mouvement socialiste israélien.

Le mythe de l'ouvrier révolutionnaire laisse place à la social-démocratie et à l'unité nationale. Oubliez les « bourgeois et les prolétaires », ce sont les « travailleurs et propriétaires » qui sont les nouveaux acteurs de ce sionisme-socialiste. L'histoire telle que décrite par Marx est refusée, la lutte des classes est dépassée et le libéralisme accepté.

Ce socialisme de la synthèse porté par Ben Gourion règne en maître sur le pays jusqu'au 17 mai 1977, date de la victoire du *Likoud* et de son chef, Menahem Begin. La domination du Parti travailliste ou de son ancêtre le *Mapaï* dépassait alors la simple sphère politique. Le contrôle du *Histadrout*, le plus grand syndicat que le pays n'ait-jamais connu, lui permit de jouer un rôle de premier plan dans la vie économique et sociale. Évincé du pouvoir en 1977, le Parti travailliste ne disposait plus des moyens financiers qui lui avaient permis de s'assurer du soutien d'une grande partie des électeurs arabes-israéliens pendant près de trois décennies.⁴

En plus de perdre le soutien de cet électorat marqué par les échecs successifs du processus de paix israélo-palestinien, le parti est délaissé par la population sépharade. Ces juifs principalement originaires d'Afrique du Nord gardent en mémoire le mythe du dirigeant socialiste ashkénaze coupant les papillotes des jeunes juifs yéménites arrivés en Israël. Arrogante et fermée sur elle-même, l'élite travailliste n'a pas su appréhender les changements qui s'opéraient en Israël et dans le monde. À l'inverse, le *Likoud* a pu profiter de son image de parti anti-establishment plus proche de la religion pour conquérir ces nouveaux électeurs.⁵

Mais s'arrêter là serait beaucoup trop simpliste et réducteur. Le retournement de 1977 et les échecs successifs du Parti travailliste et des gauches en général s'expliquent aussi et surtout par le vide idéologique du projet porté par ces partis. Après la chute du mur de Berlin et la fin de l'URSS, l'idéologie communiste et socialiste s'effondre. Thatcher et Friedman triomphent, Keynes et l'interventionnisme sont décriés, c'est la « fin de l'histoire » selon F. Fukuyama. À partir des années 1980, le désengagement de l'État et l'initiative privée deviennent la règle en Israël.

⁴STERNHELL Zeev, *Aux origines d'Israël : entre nationalisme et socialisme*, Paris, Fayard, 1996, 580 p.

⁵DIECKHOFF Alain, « La Seconde République israélienne », *Politique étrangère*, 1988, pp. 405-411

Le retour du sionisme révisionniste : une victoire en demi-teinte

Après avoir été mis au ban de la vie politique pendant près de 30 ans, la droite revient sur le devant de la scène politique israélienne ce fameux 17 mai 1977. Né de la rencontre du sionisme libéral et du sionisme révisionniste, le *Likoud* se fait le porte-parole de l'économie de marché et du grand Israël.

Malgré l'explosion des inégalités dans le pays, il se maintient au pouvoir. L'élection se joue désormais sur les questions de sécurité et non sur les questions économiques. Le Parti travailliste peine à en prendre conscience. Guerre d'indépendance, conflits israélo-arabes, face à face avec le Liban, lutte interminable avec les Palestiniens, les conflits armés se succèdent et se ressemblent dans la région. Ce contexte de « guerre permanente » profite aux partis à tendance nationaliste. À l'image d'Isaac Herzog, le Parti travailliste et ses cadres peu charismatiques ne peuvent que s'incliner devant la rhétorique et l'image protectrice du Premier ministre Benjamin Netanyahu qui n'hésite pas à brandir la menace d'un vote arabe pour mobiliser les électeurs habituellement abstentionnistes.

Malgré toute cette aura et cette force, « Bibi » n'est pas à l'abri d'un retour du Parti travailliste rassemblé aujourd'hui autour de l'Union sioniste avec le *Hatnuah*, parti de centre gauche. La majorité au pouvoir est également menacée par la montée en puissance de l'extrême droite, qu'elle soit laïque, *Israel Beytenou*, ou religieuse, le *Foyer juif*. Les partis nationalistes à tendance religieuse peuvent compter sur une démographie qui leur est favorable et sur le retour en force du religieux dans le pays.⁶

Comment sauver le « soldat travailliste » ?

Lointaine est l'époque où le Parti travailliste jouissait d'un pouvoir sans équivalent dans la vie politique israélienne. Symbole d'un passé révolu, le Parti travailliste ne parvient pas à faire le deuil de 1977. Pour triompher du *Likoud*, les dirigeants de la gauche israélienne doivent proposer un nouveau projet de société avec comme élément principal la résolution de la question palestinienne.

Le Parti travailliste doit également redevenir un parti de gouvernement crédible. Le parti a besoin d'un leader charismatique qui parvienne à créer une nouvelle dynamique allant du centre jusqu'au *Meretz*, mouvement situé à la gauche du Parti travailliste. À l'inverse, la participation à un gouvernement d'union nationale porterait un coup fatal à sa crédibilité.

⁶GREILSAMMER Ilan, *Religion et État d'Israël*, 2013, éditions du Cerf, Paris, p.96

La gauche israélienne n'est pas la seule à connaître des temps difficiles. Les mouvements progressifs et sociaux-démocrates européens sont eux aussi dans l'impasse. Pour en sortir, le secrétaire d'État chargé des Affaires européennes italien, Sandro Gozi, réclame une union des gauches européennes progressistes. Il serait possible d'aller plus loin en appelant à une union véritable des gauches internationales qui se traduirait notamment par des rencontres hebdomadaires.

Changer, évoluer, innover constituent des étapes importantes de la reconquête de la gauche, surtout en Israël.⁷ Et c'est tout le paradoxe d'une société israélienne innovante dirigée par une élite politique qui peine à se transformer.

Think tank européen de gauche, EuroCité se donne pour but de contribuer au développement d'une vision et d'un programme progressistes pour l'Europe, par le biais de publications de qualité et d'événements fédérateurs. EuroCité se veut un laboratoire du militantisme européen et un incubateur d'idées pluri-national, novateur et dynamique.

⁷GOZI Sandro, *Pour une Gauche européenne Unie*, juin 2016, Fondation Jean-Jaurès, 7 p.